



Assemblée générale

Distr. générale
9 février 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Points 31, 61, 69, 71, 83, 109, 110 et 129 de l'ordre du jour

Prévention des conflits armés

Consolidation et pérennisation de la paix

Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Promotion et protection des droits humains

L'état de droit aux niveaux national et international

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

La responsabilité de protéger et la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité

Lettre datée du 8 février 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous rejetons catégoriquement comme mensongère et fallacieuse la déclaration prononcée le 7 février 2024 par le représentant de l'Arménie à la cinquante-quatrième séance plénière de l'Assemblée générale.

En dépit de l'avancée récente sans précédent dans la normalisation des relations entre les deux pays et malgré une série de mesures de confiance convenues à la suite de pourparlers bilatéraux directs entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, saluées par le Secrétaire général et la communauté internationale, l'Arménie a, hélas, renoué une fois de plus avec ses provocations et inventions habituelles. La déclaration susmentionnée, ainsi que la lettre scandaleuse datée du 26 janvier 2024¹, doivent être considérées comme une menace potentielle, car elles montrent que l'Arménie exploite la haine et le mensonge et n'est guère disposée à renoncer à ses revendications territoriales et à ses actes de déstabilisation. À cet égard, je voudrais formuler quelques observations, qui réfutent et infirment totalement les allégations faites par l'Arménie à l'Assemblée générale.

¹ [A/78/738](#).



L'affirmation, dans la déclaration, selon laquelle les habitants arméniens de la région du Garabagh en Azerbaïdjan sont soumis à un « blocus », à la « famine » ou à un « siège » depuis décembre 2022 est complètement fausse. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a indiqué par exemple avoir organisé, depuis décembre 2022, d'importantes livraisons de denrées alimentaires, de fournitures médicales, de carburant et d'autres articles, et facilité le transport de centaines d'habitants par la route de Latchine².

En réalité, les efforts visant à fournir davantage de fournitures humanitaires et à étendre le réseau de transport dans la région ont été entravés par l'Arménie elle-même et par le régime illicite et fantoche qu'elle a établi sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan. Ainsi, la Société nationale du Croissant-Rouge d'Azerbaïdjan a envoyé 40 tonnes de farine aux habitants du Garabagh le 29 août 2023, mais les camions ont été interdits d'entrée.

Les actes que le représentant de l'Arménie a qualifiés de façon irresponsable de « recours à une action militaire meurtrière contre une population civile innocente » consistaient en mesures de lutte contre le terrorisme que l'Azerbaïdjan avait prises sur son sol souverain, dans la région du Garabagh, les 19 et 20 septembre 2023, contre plus de 10 000 membres des forces arméniennes lourdement armées qui y étaient déployés illégalement.

En dépit des obligations que lui impose la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020³, l'Arménie a refusé de retirer ces forces du territoire azerbaïdjanais et a continué de les armer et de les approvisionner, notamment en exploitant continuellement le fait que la route de Latchine est désignée un couloir humanitaire.

Dans les semaines et les jours qui ont précédé le 19 septembre 2023, les activités des forces armées arméniennes dans la région du Garabagh se sont intensifiées à un rythme alarmant : construction de nouvelles fortifications et tranchées, pose de mines terrestres près des positions militaires de l'Azerbaïdjan ou remplacement de mines retirées par l'Azerbaïdjan dans des zones civiles.

Par voie de conséquence, le nombre de victimes azerbaïdjanaises, civiles et militaires, n'a cessé d'augmenter. Le 19 septembre 2023, en l'espace d'une heure, deux explosions de mines terrestres ont coûté la vie à deux civils et quatre policiers azerbaïdjanais dans des zones précédemment déminées. En tout, au cours de la période d'après-conflit, entre novembre 2020 et septembre 2023, 65 citoyens azerbaïdjanais ont été tués et 273 blessés par des explosions de mines, et le bilan n'a cessé de s'alourdir depuis.

Les armes remises par les forces armées arméniennes ou trouvées dans la région du Garabagh depuis le 20 septembre 2023, à savoir des chars, des véhicules blindés, des systèmes d'artillerie lourde, des roquettes, des missiles sol-air, des systèmes de missiles antiaériens, des mortiers, des armes antichars, du matériel de guerre électromagnétique et plusieurs millions de munitions ne laissent aucune place au doute quant à l'ampleur et à l'imminence de la menace que la présence illégale des forces arméniennes armées dans cette région de l'Azerbaïdjan fait peser sur la sécurité.

² CICR, « Operational update on the ICRC's work across the Lachin Corridor », 18 août 2023, disponible à l'adresse suivante : www.icrc.org/en/document/operational-update-icrcs-work-across-lachin-corridor ; CICR, « Azerbaïdjan/Arménie : Un consensus humanitaire permet au CICR de fournir les secours requis », 18 septembre 2023, disponible à l'adresse suivante : www.icrc.org/fr/document/azerbaïdjan-arménie-un-consensus-humanitaire-permet-au-cicr-de-fournir-les-secours-requis.

³ S/2020/1104.

Il est évident que l'Arménie a fait tout son possible, en paroles et en actes, pour revenir sur ses obligations, prétend être attachée au processus de normalisation lancé par l'Azerbaïdjan et largement soutenu par la communauté internationale et entraver les pourparlers afin de nourrir et de faire avancer ses revendications territoriales, d'inciter davantage au séparatisme ethnique violent en Azerbaïdjan et de tuer et mutiler des Azerbaïdjanais sur leur propre territoire souverain.

En conséquence, l'Azerbaïdjan a légitimement exercé son droit naturel et sa responsabilité inhérente de protéger son peuple, de défendre son intégrité territoriale et de rétablir la paix et la stabilité dans la région.

Les allégations portées par l'Arménie concernant un « nettoyage ethnique », des « déplacements forcés » et des « souffrances infligées aux civils » sont tout aussi fallacieuses. Les mesures antiterroristes, qui ont été en vigueur moins de 24 heures, ont visé exclusivement des objectifs militaires légitimes et ont été appliquées dans le strict respect du principe de distinction. À maintes occasions, des alertes avancées ont été diffusées en arménien, notamment par texto et par haut-parleur, demandant instamment aux civils de ne pas prendre les armes, de ne pas porter d'uniforme militaire et d'éviter les parages des installations militaires. Bien que les forces armées arméniennes aient construit nombre de ces installations militaires à proximité immédiate de zones résidentielles, l'Azerbaïdjan a pris toutes les précautions possibles pour éviter de causer des dommages aux civils.

Des milliers de militaires arméniens et de membres de groupes armés illégaux qui avaient déposé les armes ont même été libérés, dans un geste humanitaire, et autorisés à quitter le territoire azerbaïdjanais.

Les habitants arméniens du Garabagh ayant décidé de partir l'ont fait de leur plein gré, bien que l'Azerbaïdjan les ait encouragés à rester. Des centaines d'habitants de cette région ont attesté publiquement que l'Azerbaïdjan ne les avait pas contraints à partir, tout en confirmant que les dirigeants du régime illégal et fantoche installé par l'Arménie dans la région du Garabagh leur avaient ordonné de fuir, en tenant des propos suscitant la peur et la haine.

Quoi qu'il en soit, l'Azerbaïdjan, au plus haut niveau, a publiquement garanti que les habitants remplissant les conditions requises, qui avaient décidé de partir, avaient le droit de revenir, et il a pris des mesures concrètes pour permettre leur retour de plein gré, en toute sécurité et dans la dignité, a fourni une assistance humanitaire aux habitants arméniens du Garabagh et a autorisé et facilité l'accès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à la région. Ainsi, une équipe interinstitutions des Nations Unies s'est rendue trois fois dans la région en octobre et en décembre 2023, le CICR a poursuivi ses activités sur le terrain et la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a visité la région récemment.

Le 29 septembre 2023, la représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré que, « jusque-là, aucun incident n'avait été enregistré et aucun cas de mauvais traitement dénoncé » et qu'« aucun cas de mauvais traitement par des Azerbaïdjanais n'avait été signalé ». Elle a également indiqué que les habitants arméniens interrogés par le HCR avaient déclaré avoir été « autorisés à partir assez librement » et a ajouté que « personne ne s'était plaint de harcèlement »⁴.

L'équipe interinstitutions des Nations Unies qui s'est rendue dans la région du Garabagh en Azerbaïdjan le 1^{er} octobre 2023 a elle aussi indiqué qu'elle « n'avait

⁴ Nations Unies, point de presse bihebdomadaire, déclaration de Kavita Belani, représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Arménie, 29 septembre 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://media.un.org/en/asset/k1g/k1gvc8zwrld>.

observé aucun dommage aux infrastructures publiques civiles, notamment aux hôpitaux, écoles et logements, ni aux sites culturels et religieux », « n'avait constaté aucune destruction d'infrastructures agricoles » et « n'avait reçu aucune information, ni de la part de la population locale ni de celle de ses interlocuteurs, sur des violences commises contre des civils après le dernier cessez-le-feu »⁵.

Autrement dit, la mission n'a pas observé de dommages, de destructions ou de violences dans les parties de la région du Garabagh peuplées d'Arméniens. En revanche, la même mission a « constaté des destructions et des besoins en déminage » dans la ville d'Aghdam, peuplée d'Azerbaïdjanais, qui avait été rasée, à l'instar de centaines d'autres villes, localités et villages d'Azerbaïdjan lors de l'occupation arménienne, du début des années 1990 à 2020.

Le représentant de l'Arménie a encore dénaturé la procédure judiciaire opposant l'Azerbaïdjan et l'Arménie devant la Cour internationale de Justice. Ainsi, il a sciemment omis de mentionner la procédure engagée par l'Azerbaïdjan contre l'Arménie devant la Cour au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que les mesures conservatoires prononcées par la Cour à l'égard de l'Arménie dans son ordonnance du 7 décembre 2021. En outre, le représentant de l'Arménie a passé sous silence le fait que, dans cette ordonnance, la Cour avait rejeté la plupart des demandes relatives à des mesures particulières formulées par son pays, choisissant plutôt d'indiquer ses propres mesures très générales⁶.

En outre, dans son ordonnance du 12 octobre 2022, la Cour internationale de justice a rejeté la demande de l'Arménie tendant à la modification des mesures conservatoires du 7 décembre 2021. Quant aux ordonnances du 22 février et du 6 juillet 2023, la Cour a, dans la première, rejeté dans leur intégralité deux des trois mesures demandées par l'Arménie et a refusé d'ordonner la troisième mesure dans la forme demandée par celle-ci, réfutant les insinuations relatives au blocage de la route Latchine-Khankendi par l'Azerbaïdjan⁷.

L'Arménie a par la suite demandé à la Cour internationale de Justice de réformer son ordonnance du 22 février 2023 et d'ordonner à l'Azerbaïdjan de supprimer le poste de contrôle frontalier qu'il avait établi à l'entrée de la route de Latchine. La décision prise par la Cour le 6 juillet 2023 de rejeter la demande de l'Arménie a été prise à l'unanimité par l'ensemble des juges. Par cette décision, la Cour a en fait défendu le droit souverain qu'avait l'Azerbaïdjan de sécuriser et de protéger ses frontières.

Dans sa décision du 17 novembre 2023, la Cour internationale de justice a pris acte de la politique déjà déclarée de l'Azerbaïdjan concernant les habitants arméniens de la région du Garabagh, rejetant la plupart des mesures demandées par l'Arménie,

⁵ Nations Unies, « UN team completes mission to Karabakh », 2 octobre 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://azerbaijan.un.org/en/248051-un-team-completes-mission-karabakh>.

⁶ Communication du Ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères sur la décision de la Cour internationale de Justice concernant les mesures conservatoires, 7 décembre 2021, disponible à l'adresse suivante : <https://mfa.gov.az/en/news/no49921> ; lettre datée du 20 décembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/76/612-S/2021/1078).

⁷ Lettre datée du 27 février 2023 adressée au Secrétaire général par le Ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères, (A/77/774-S/2023/145, annexe) ; lettre datée du 21 juillet 2023 adressée au Secrétaire général par le Ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères (A/77/974-S/2023/546, annexe).

y compris la demande infondée et absurde de retrait de tous les personnels militaires et policiers azerbaïdjanais de la région⁸.

Pendant des décennies, l'Arménie n'a tenu aucunement compte des exigences prévues dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, refusé que l'Organisation joue un rôle dans les questions liées au conflit et s'est employée entièrement à coloniser les territoires occupés de l'Azerbaïdjan. Il est donc paradoxal que l'Arménie fasse aujourd'hui appel à l'Organisation.

Il est particulièrement choquant d'entendre l'Arménie évoquer avec enthousiasme sa volonté de demander des comptes aux responsables et de lutter contre l'impunité, alors qu'elle porte la responsabilité du déclenchement de l'agression contre l'Azerbaïdjan, de l'occupation de ses territoires pendant près de 30 ans, d'un nettoyage ethnique à grande échelle et de nombreux autres crimes de guerre et infractions graves commis pendant le conflit. Un simple fait permet d'étaler au grand jour le mensonge de l'Arménie : aucun des auteurs de ces crimes n'a été poursuivi. Au contraire, ils sont portés aux nues et vénérés comme des héros nationaux.

Dans ce contexte, au lieu de perdre son temps à faire la morale aux autres sur les principes, les valeurs et les normes qu'elle n'a cessé de bafouer et de rejeter, l'Arménie doit s'employer à respecter ses propres obligations internationales et à participer de bonne foi à la normalisation des relations interétatiques et à la consolidation de la paix dans la région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 31, 61, 69, 71, 83, 109, 110 et 129 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Yashar Aliyev

⁸ Communiqué de presse du Ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères sur la décision rendue par la Cour internationale de Justice le 17 novembre 2023 (A/78/599-S/2023/888, annexe).